

Depuis avril 2003, le Forest Peoples Programme a fourni du soutien financier et technique pour des projets de cartographie territoriale communautaire et des « études de cas 10c » au Venezuela, en Guyane, en Thaïlande et Cameroun. Les activités ont été entreprises par des organisations autochtones et des membres des communautés. Ce bulletin semestriel est une mise à jour pour les partenaires de projet et les bailleurs de fonds concernant les activités en cours et les progrès dans toutes les régions du projet. Actuellement, le projet est actif en Thaïlande, au Cameroun et en Guyane.

Thaïlande

Le projet de cartographie dans le Chom Thong District en Thaïlande a débuté en juin 2003 avec 10 communautés Karen et 1 communauté Hmong. Bien que les stagiaires aient rapidement appris les concepts techniques pendant les phases préparatoires et de formation, le groupe a trouvé que la mise en oeuvre initiale fut plus difficile que prévu. Pendant les derniers mois de mise en oeuvre toutefois, l'équipe de cartographie et le cartographe lui-même ont pris de l'assurance dans leur rôle et dans la technologie, et ils ont commencé à définir les zones de cartographie avec plus de clarté. Il s'est avéré que les ateliers communautaires et la sensibilisation des communautés à l'égard du projet étaient essentiels, également avant la mise en oeuvre qu'au cours du projet. Il s'est également avéré qu'en Thaïlande, contrairement à l'Amérique latine, les cartes des communautés ne représentent pas des territoires communautaires, mais plutôt des plus petites zones communautaires d'utilisation et de signification spécifiques. Les cartes finales d'utilisation foncière des communautés furent accueillies avec enthousiasme de la part de tous. Le projet de cartographie est maintenant en cours d'exécution chez les communautés qui n'ont pas pu y participer pendant la première année.

En octobre et novembre 2004, FPP a organisé des ateliers intensifs avec les stagiaires de l'« étude de cas 10c » relatifs aux activités et la mise en oeuvre de la deuxième phase du projet. Les stagiaires et FPP ont développé ensemble un processus et un format clair et compréhensible pour la poursuite des entretiens et le recueil d'informations.



Formation: Tracé du modèle de carte sur papier

Cameroun

Le projet de cartographie a commencé en juillet 2004, à l'intérieur et autour de la zone de Mekas au sud Cameroun. Trente-deux cartographes, dont 16 autochtones Baka, ont été formés par le Centre pour l'Environnement et le Développement (CED), une ONG camerounaise. Les données recueillies par les stagiaires ont ensuite été intégrées aux cartes digitales pour la première série de demandes foncières, qui seront présentées au début de cette année.

Le projet a été mis en oeuvre dans une zone très inaccessible, où les Baka sont encore sujets de discrimination et d'abus par les écogardes et les villages Bantou avoisinants. Ils ont également encore un niveau d'éducation très bas. Ceux-ci étaient les obstacles à surmonter pendant le processus de cartographie. Alors que le projet progressait, il est devenu clair que les Bantou de la zone font face aux mêmes problèmes que les Baka concernant l'accès à la terre et aux ressources forestières. Les Bantou ont donc démontré un grand intérêt pour le projet et se sont joints aux activités de cartographie avec enthousiasme, dans l'espoir d'utiliser ces cartes pour leur propre demande foncière. Il est probable que cela aboutira à une coalition de deux groupes ethniques ayant un objectif commun : l'accès à la terre et aux ressources.

Les cartes actuelles de demande foncière se trouvent au sein de la Réserve de faune du Dja, qui est un site de Patrimoine mondial. Ces cartes seront utilisées par les communautés pour revendiquer leurs droits dans les discussions avec le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF) et les ONG de conservation impliquées dans le parc.

La deuxième série de cartes pour les demandes foncières sera complétée en mi-2005. Les cartes seront ensuite utilisées par les communautés pour approfondir leur analyse et aboutiront à des cartes finales d'usage foncier et des liens historiques et culturels qu'ont les communautés avec la forêt. Il en aboutira également une « étude de cas 10c », qui sera finalisée en 2006. La deuxième série de cartes pour les demandes foncières sera entreprise dans la partie est du Parc National de Campo Ma'an. Ceci complètera le travail que CED a commencé avec les Bagyéli dans la zone.



Formation des cartographes des communautés en manipulation des unités GPS

Guyane

En 2003, 11 communautés Wapishana et 1 communauté Wapishana/Macushi ont fait la carte de leurs terres avec l'aide de l'organisation autochtone nationale, l'*Amerindian Peoples Association*. Les communautés ont senti qu'en mettant sur carte les terres qu'ils possèdent, occupent et utilisent traditionnellement, ils pourraient mieux informer et éduquer les agences gouvernementales et autres institutions à propos des relations qu'ont les communautés avec leurs territoires et à propos de la signification de la possession de leurs terres. Il y avait des soucis, surtout de la part des anciens, que des informations sensibles pourraient être rendues publiques au travers des cartes, mais ces craintes furent dissipées lorsqu'on leur a expliqué que seule les informations convenues par les communautés seraient placées sur les cartes. En général, la cartographie a été réussie et les communautés ont maintenant un sens de propriété et d'orgueil d'avoir participé au projet.

Les cartes sont actuellement dans le processus de validation de la part des communautés dans les sous districts de South Central et de Deep South.

Au début de 2005, les communautés ont commencé à travailler sur l'élément « étude de cas 10c » du projet, qui sera complétée en juillet.



Membres du village de Sawariwa'o vérifient une carte communautaire du sous district de South Central, février 2005

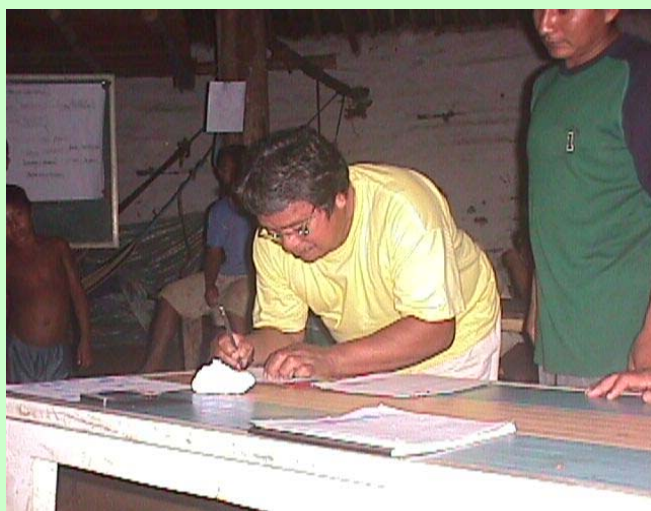
Venezuela

En partenariat avec Kuyujani, l'association multiethnique représentant les peuples Ye'kwana et Sanema du haut Caura, la cartographie communautaire de ces communautés a été complétée en 1998. En décembre 2004, l'« étude de cas 10c » fut complétée. L'étude de cas démontre que leurs usages coutumiers sont en accord avec leurs pratiques traditionnelles et sont clairement « compatibles avec la conservation et l'utilisation durable ». L'action principale que doit prendre le gouvernement du Venezuela, afin d'être en pleine conformité avec les exigences de la CDB, est de donner titre à leur « habitat ».

Suite à la confirmation de la Présidence de Chavez par le referendum du 15 août 2004, le Président s'est engagé publiquement à reconnaître en pratique les territoires autochtones (officiellement connus sous le nom d'*habitats*), ces derniers ayant été reconnus par la loi dans la Constitution de 2000. En mai 2002, la demande territoriale a été déposée par les Ye'kwana et les Sanema du haut Caura, basée sur leurs cartes territoriales et sur une étude légale détaillée. Depuis cela elle a été révisée par la commission pour les démarcations et le Bureau de la Procuration Générale a déclaré, en novembre 2004, qu'il n'y avait aucune faille dans leur demande légale. Les peuples autochtones en question attendent maintenant l'approbation du Ministère de l'environnement pour obtenir la pleine reconnaissance formelle de leurs territoires de la part du gouvernement.

Afin de rendre le cas public, la carte et l'étude de cas 10c furent présentés au Congrès mondial sur la conservation par Ramón Tomedes en tant que co-auteur de l'étude de cas, et secrétaire de Kuyujani. La présentation fut accueillie avec enthousiasme par tous, et il est clair que de telles études de cas sont des outils utiles dans la lutte pour les droits des peuples autochtones dans la conservation.

L'étude de cas sera publiée en forme de livre en espagnol par l'Université expérimentale de Guayana en mars 2005.



Le capitaine général du haut Caura, signant la demande foncière (2002)

Forest Peoples Programme

1c Fosseyway Business Centre, Stratford Road, Moreton-in-Marsh GL56 9NQ, Angleterre
tél: +44 (0)1608 652893 fax: +44 (0)1608 652878 courriel: info@forestpeoples.org